



Projet de loi de finance 2025

Des associations lyonnaises s'alarment de la baisse drastique de l'Aide Publique au Développement

Lyon, le 28 novembre 2024. Alors que le **Projet de Loi de Finance 2025** est en cours d'examen au Parlement, **Agronomes & Vétérinaires sans frontière (AVSF)**, **Agir ensemble pour les droits humains**, **Entrepreneurs du Monde**, **Handicap International (HI)**, **Service de Coopération au Développement (SCD)** et **Triangle Génération Humanitaire** s'alarment de la baisse de 2 milliards de l'aide publique au développement prévu dans le texte. Cette baisse colossale représente un tiers du budget de l'aide publique au développement voté en 2023. Cette coupe se doublerait d'un second renoncement : la fin de la contribution directe des taxes sur les transactions financières (TTF) et sur les billets d'avion (TSBA) à la solidarité internationale.

Agronomes & Vétérinaires sans frontière (AVSF), Agir ensemble pour les droits humains, Entrepreneurs du Monde, Handicap International (HI), Service de Coopération au Développement (SCD) et Triangle Génération Humanitaire se sont associées aux autres membres de Coordination Sud, collectif des 180 organisations de solidarité internationale, pour organiser mardi 19 novembre, une manifestation devant l'Assemblée Nationale afin d'interpeller les parlementaires. Elles sont également [co-signataires du courrier adressé à Emmanuel Macron par Coordination Sud](#) dans lequel il est demandé au Président de la République de respecter les engagements ou les positions qu'il a pris à de nombreuses reprises, de sanctuariser et d'augmenter le financement de l'aide publique au développement.

Pour les associations signataires, il est ainsi indispensable de totalement revoir cette proposition de Loi de Finances en matière d'aide au développement :

- Il s'agit d'une baisse colossale, d'un tiers du budget voté en 2023 de l'aide publique au développement. Aucun argument mettant en cause l'utilité de ce financement ne vient justifier une telle coupe. Le contexte mondial appelle au contraire à faire davantage. C'est d'ailleurs ce que le Président a déclaré au nom de la France en juin 2023, lors du Sommet international pour un « Nouveau Pacte financier mondial » à Paris et il y a quelques semaines encore, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- C'est également un retour à des niveaux inférieurs de contribution du budget national à la solidarité internationale, à ceux critiqués par Emmanuel Macron au début de son premier mandat, qui avait alors fixé un premier niveau d'ambition à 0,55 % du revenu national brut en 2022, puis les 0,70 % comme ambition globale.
- C'est bafouer la Loi sur l'aide publique au développement, pourtant adoptée en 2021 à l'unanimité des groupes parlementaires et dotée d'une ambition claire en matière de



programmation financière. Loi toujours en vigueur, qui, dans un Etat de droit, doit s'appliquer. Ce n'est pas non plus à la hauteur de la diplomatie féministe prônée par la France.

- C'est enfin un renoncement à l'engagement du Président, réitéré le 20 juin dernier, de « préserver le lien si symbolique entre les prélèvements sur les flux de la mondialisation, comme les billets d'avion et les transactions financières, et le financement de la solidarité internationale », ajoutant : « je veux ici dire que ce lien sera préservé envers et contre tout ».

Contacts presse :

Agronomes & Vétérinaires sans frontière (AVSF) : Carline Mainenti - c.mainenti@avsf.org / 06 60 61 92 94

Handicap International (HI) : Clara Amati - c.amati@hi.org / 06 98 65 63 94

Agir ensemble pour les droits humains : c.martindechamps@aedh.org

Entrepreneurs du Monde : Etienne Grandmottet - etienne.grandmottet@entrepreneursdumonde.org

Service de Coopération au Développement (SCD) : Olivier Lagarde - olivier.lagarde@scd.asso.fr

Triangle Génération Humanaire : Stanislas Bonnet - stanislas.bonnet@trianglegh.org